



COP 20 : La dimension publique des politiques environnementales

A l'heure où le Sommet de l'ONU sur le changement climatique, [COP 20](#), organisé à Lima (au Pérou) s'apprête à refermer ses portes, l'ISP souhaite mettre en lumière le rôle particulier des structures gouvernementales locales et nationales dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de politiques environnementales.

« Les subventions publiques versées pour satisfaire des intérêts privés ne constituent pas la solution », a déclaré David Boys, Secrétaire général adjoint de l'ISP. Après de nombreuses années de décentralisation, et alors que le monde ressent encore les effets des crises économique et financière, de nombreux gouvernements locaux manquent encore cruellement de financements. La solution réside davantage dans l'investissement dans l'offre de services publics, plutôt que dans des activités plus privées.

L'ISP considère notamment que toute stratégie en faveur du développement durable doit reposer sur les énergies renouvelables.

« Nombre d'autorités locales utilisent les finances publiques et la gestion publique pour mettre en place et gérer des sources d'énergie renouvelables. Cette approche conduit à la création d'unités énergétiques à la fois plus petites et décentralisées. »

L'ISP ne soutient pas l'« économie verte », telle qu'elle est définie actuellement – soit davantage axée sur des solutions néo-libérales telles que la « financiarisation » et une marchandisation de la nature, et l'expansion de la privatisation, que sur l'accompagnement de politiques et de mesures relatives au climat, promouvant des opportunités de travail décent émanant d'une société à faibles émissions.

A l'occasion de la COP 20, l'ISP s'associe à la Confédération Syndicale Internationale (CSI) afin de proposer une « [Transition juste](#) » pour les travailleurs/euses, de façon à les protéger en ces temps difficiles, à renforcer le dialogue social, à sécuriser leurs droits, à développer de nouveaux secteurs et à promouvoir la prospérité et le développement durable.

Conformément aux décisions prises lors du Congrès mondial de 2012, il incombe à l'ISP de mettre en lumière le défi permanent visant à trouver une [solution durable à la détérioration environnementale](#), à répondre à ce besoin désespéré de préserver les ressources naturelles et à résoudre le problème du chômage. L'ISP souligne également le fait que la fréquence alarmante des catastrophes naturelles (qui intègrent de plus en plus un facteur humain) est le fruit du manque de politiques publiques et de financements adéquats des services publics, qui prennent en charge une part importante du travail à chaque étape – de la [prévention des catastrophes aux interventions d'urgence](#), en passant par le rétablissement et la reconstruction. La pression physique et psychologique exercée sur les travailleurs/euses des services publics qui mènent à bien ces tâches est immense, et la réduction excessive des services publics, couplée à leur privatisation, est venue exacerber ces problèmes.

De nombreux syndicats affiliés à l'ISP rejoindront le Secrétaire générale de la FENTAP, Luis Isarra – récemment [pris pour cible par le gouvernement péruvien](#) pour son profond engagement dans le mouvement syndical, environnemental et relatif à l'eau – afin de participer à la [Marche des Peuples pour le Climat](#) qui sera organisée à Lima, le 10 décembre.